

Palestine-Israël : au sujet de la solution a long terme

vendredi 19 février 2010, par [DAGHER Camile](#) (Date de rédaction antérieure : 1er février 2009).

Contribution au séminaire international tenu à l'Institut international de Recherche et de Formation (IIRF, Amsterdam) sur la Palestine.

Je vais commencer mon intervention au sujet de la solution a long terme par quelques mots rapides au sujet de la dernière guerre sauvage à Gaza. C'est une coïncidence tragique, certes, mais utile, en même temps, eu égard au fait que cette guerre a eu lieu quelques semaines seulement avant la tenue de ce Séminaire qui nous réunit aujourd'hui, ce qui, d'une façon ou d'une autre, facilite notre tâche, surtout que ceci constituerait peut-être un véritable tournant dans l'évolution du conflit arabo-israélien et de la question de libération du peuple palestinien. Cette guerre est riche en résultats et leçons d'une grande importance que je résumerai ainsi :

A- Elle met à jour de façon plus nette, l'impasse étouffante de l'entité sioniste, comme État artificiel tellement fragile qu'il ne peut perdurer qu'en procédant à des agressions, alors que cette tendance est devenue pour lui un talon d'Achille, en tant qu'elle constitue une fuite en avant sanglante et permanente qui conduirait inévitablement à sa faillite totale et peut-être à son anéantissement .

B- Elle a mis a nu, de plus en plus, la nature criminelle de cette entité, qui est allée jusqu'à commettre les pires carnages, avec des armes internationalement prohibées, contre les enfants, les femmes, les vieillards, et autres personnes civiles sans défense.

C- Elle a démasqué, encore plus, l'alliance effective entre cette entité et les régimes arabes qualifiés de modérés, et parmi eux, en particulier, l'autorité de Mahmoud Abbas. Elle a mis aussi en relief le fait que la survie de l'une des 2 parties de cette alliance dépend de celle de l'autre.

D- Elle a démontré que des masses arabes de plus en plus nombreuses étaient disposées à se solidariser de manière effective avec le peuple palestinien et sa résistance, face aux régimes de leurs pays comme aussi face à Israël et à l'administration américaine. Elle a, en outre, montré la disposition de beaucoup de peuples du monde à manifester leur solidarité active avec le peuple palestinien, en particulier devant la monstruosité des crimes perpétrés par Israël.

E- Elle a démontré, en outre, le danger que ce régime constitue, dans sa nature actuelle, pour la paix mondiale, surtout qu'il possède des armes de destruction massive que le chef d'un parti influent (le Parti Israël notre foyer) n'a pas hésité à en demander l'utilisation et à appeler à brûler Gaza avec l'arme nucléaire !

Camarades

J'espère que la gravité de ce qui s'est passé dernièrement à Gaza est suffisante pour nous pousser,

en tant que mouvement révolutionnaire international, à nous élever au niveau de ce que cela exige comme tâches et à exprimer notre attitude, en définissant une position ferme par rapport à l'État sioniste et à la solution à long terme, une position qui soit obligatoire pour toutes les sections de l'Internationale, quitte à ce que ce Séminaire arrive à un accord au sujet d'une rédaction, au moins préliminaire, des éléments de cette position, afin que le Comité International qui se réunira dans quelques jours l'inscrive à son ordre du jour et recommande d'en faire une partie intégrante des questions fondamentales que le prochain congrès discutera et au sujet desquelles il prendra les décisions qu'on espère convenables.

Avant d'explorer les éléments de cette solution, je crois que nous avons besoin de mettre en relief un certain nombre de notions et de principes de base dont la mise à jour aidera à la mise en place d'une conception comportant un maximum de clarté et d'universalité. Ces éléments sont :

► Premièrement : La nécessité de hâter tout ce qui est de nature à rapprocher le moment où le peuple palestinien serait capable d'exercer librement son droit à l'autodétermination, sur tout son territoire historique, avant que les répercussions du statu quo actuel ne mènent à de grandes catastrophes qui pourraient prendre un caractère universel dans un avenir pas lointain.

C'est que nous savons tous comment Israël qui a, par le passé, détruit le réacteur irakien de Tammouz, en 1981, a essayé, au cours des dernières années, d'entraîner l'administration américaine à bombarder les réacteurs éparpillés sur de vastes étendues, en Iran, afin d'empêcher ce pays de développer ses capacités d'enrichissement de l'uranium, sous prétexte qu'il cherche à posséder la bombe atomique, alors qu'Israël possède déjà des centaines de têtes nucléaires, quitte à obtenir, au cas où cette administration s'abstient de le faire, la permission à l'État sioniste de se lancer lui-même dans cette aventure si meurtrière et si folle, avec ce que cela comporte comme conséquences catastrophiques qui ne se limiteraient pas, probablement, au Moyen Orient, mais s'étendraient également au monde entier.

► Deuxièmement : Toute solution devra prendre en considération la nature d'Israël, non seulement en sa qualité d'entité bâtie, à l'origine, sur le déracinement d'un peuple de sa terre et de sa patrie millénaire, et sa dépossession de ses biens, injustement, par la violence et l'agression, et en commettant des crimes contre l'humanité rarement connus dans l'histoire, mais aussi en tant qu'instrument armé jusqu'aux dents, au service des projets de l'impérialisme mondial, et en particulier l'impérialisme américain, en vue de soumettre les peuples de notre région, de spolier leurs richesses, de les empêcher de s'unir, de progresser et de passer à la modernité ; en vue, aussi, de les empêcher de s'assurer les conditions de connaître la prospérité, la vie digne, la souveraineté et l'indépendance véritable. Ajoutons à cela l'engagement de cette entité dans les tentatives américaines de diviser encore plus nos pays et de créer les dissensions et les guerres civiles, religieuses, nationales, voire tribales et autres.

► Troisièmement : La question palestinienne ne concerne pas, par conséquent, son peuple originel, exclusivement, mais tous les peuples arabes qui subissent des préjudices extrêmes du fait de la création d'Israël, de sa réalité raciste exécrationnelle, et du rôle qui lui est imparti contre les intérêts primordiaux de la nation arabe, dans son ensemble ; Israël qui est un mini-impérialisme au service de l'hégémonie impérialiste mondiale.

C'est pourquoi, il est impossible d'imaginer une solution à cette question sans prendre en compte les tâches de la révolution arabe, en général, comprenant l'élimination de tout ce qui touche nos pays de cette hégémonie et de ses conséquences, et de rapprocher aussi sa fin sur le plan mondial.

► Quatrièmement : Même si la tendance à la capitulation de la part de régimes arabes supplémentaires, voire de tous les régimes arabes – ces régimes dont la nature de la domination de

classe qui les distingue facilite l'engagement sur une pareille voie – dans le sens de la reconnaissance d'Israël et de l'établissement de toutes sortes de relations avec lui, les peuples arabes, eux, continueraient probablement à s'opposer à cela, et seraient hostiles à toute normalisation sérieuse avec Israël, comme c'est le cas, en ce qui concerne les masses de l'Égypte, de la Jordanie et de la Mauritanie. Ce qui aura pour conséquence, dans des circonstances futures, de faire avorter ces relations et de réactiver la lutte, même militaire, contre l'entité sioniste.

► Cinquièmement : La question palestinienne devrait redevenir, comme elle parut être au cours des années qui ont suivi la création de l'État sioniste, le moteur principal du processus de changement dans la région arabe. C'est cette qualité qui a été diluée, dénaturée, même éliminée, provisoirement au moins, du fait des trahisons, des concessions et des transactions de la part de la plupart des forces politiques arabes et palestiniennes qui avaient porté le drapeau de la libération, du progrès et du changement, depuis la création d'Israël jusqu'à ce jour.

En outre, dans la mesure où cette question restera vivante, à travers en particulier la consolidation de la résistance et sa radicalisation, non seulement au niveau du peuple palestinien, mais aussi chez les peuples arabes, en général, elle pourrait évoluer pour devenir un moteur principal, cette fois-ci, pour le changement révolutionnaire, dans toute la région arabe, et éventuellement au-delà.

► Sixièmement et dernièrement : À une époque qui a vu pratiquement la fin de l'ancien colonialisme et la libération de dizaines de pays qui vivaient sous l'occupation, le peuple palestinien est resté le seul qui fut privé de son droit à la liberté, à l'indépendance et à l'autodétermination et ce, en dépit de dizaines de résolutions qui ont été prises par l'Assemblée Générale des Nations Unies depuis 1948, ces résolutions qui reconnaissent ses droits et qui appellent à les respecter et à les mettre à exécution.

Camarades

À la fin du programme établi pour ce Séminaire, ses rédacteurs envisagent pour la question de la solution à long terme trois éventualités : la première est la solution des deux États ; la seconde est celle d'un État unique, et la troisième est celle de l'État bi-national.

En réalité, et malgré le fait que la solution des deux États est posée, apparemment, comme solution transitoire, nous croyons qu'il y a une nécessité de l'écarter d'avance, surtout si l'on prend en considération ce qu'Israël a fait jusqu'à maintenant, en Cisjordanie, dans son ensemble, y compris Jérusalem, à travers la création d'un grand nombre de colonies où vivent aujourd'hui des centaines de milliers d'occupants juifs, sans oublier le mur de séparation qu'Israël continue à construire à l'intérieur des territoires occupés en 1967, et qui grignote pratiquement une partie importante de ces territoires ; sans oublier, aussi, les autoroutes circulaires qui font la même chose et qu'il est interdit aux palestiniens d'utiliser. En outre, Israël insiste à occuper une large bande entre la Cisjordanie et le Jourdain, c'est-à-dire, tout le long de la frontière avec la Jordanie. À cela, il faut ajouter l'interdiction faite aux habitants de Cisjordanie d'utiliser les eaux souterraines qu'Israël tire et utilise pour les besoins de ses habitants ; ainsi que la politique qu'il veut imposer au sujet de Jérusalem-Est (arabe) afin que cette ville reste totalement sous sa domination.

Ajouter à cela l'interdiction au prétendu « État » palestinien, au cas où il existerait, de s'armer, sauf pour les besoins de répression intérieure...

Il y a plus. Les Israéliens refusent absolument d'exécuter une quelconque résolution internationale au sujet du retour des réfugiés dans leur pays. Ils ont même commencé à dévoiler leurs plans d'expulser les Arabes de 1948, résidant à l'intérieur de la Ligne Verte, vers les territoires de l'« État » en question.

Le refus de cette solution devient ainsi une chose particulièrement urgente, que ce soit à cause des raisons indiquées plus haut ou à cause du fait que toute entité politique palestinienne à l'Ouest du Jourdain ne pourra jouir d'aucune chance de survivre, surtout qu'elle sera dans les deux bras d'un étau, l'État sioniste à l'Ouest, et le Royaume Hachémite, à l'Est, dont les Palestiniens ont subi, pendant 19 ans, durant ce qu'on a appelé l'unité des deux rives, l'oppression et la coercition sauvages exercées par le trône hachémite et ses services de renseignement. En outre, cet État ne constituerait absolument pas une solution pour des millions de Palestiniens de la diaspora qui resteraient privés de leur droit de retour à leur patrie et à leurs biens, droit reconnu par les résolutions des Nations Unies, ces résolutions qui contiennent des éléments fondamentaux, même si elles ne sont pas suffisantes, pour une solution avancée de la question palestinienne.

En tout état de cause, notre refus de la solution des deux États ne signifie pas une attitude nihiliste à propos d'une évolution éventuelle de la lutte qui est supposée se poursuivre et se développer, si jamais cette lutte conduit à forcer Israël à se retirer de territoires en Cisjordanie, comme il avait fait à Gaza (et comme il a fait sous la pression de la résistance au Liban), et ce, sans conditions et sans négociations avec lui.

Camarades

Ces résolutions, à commencer par la Résolution 194, prise par les Nations Unies en 1948, au sujet du retour des réfugiés palestiniens à leurs pays et à leurs biens -résolution qui fut reprise chaque année, jusqu'à la fin des années soixante du siècle dernier - et, en particulier, les résolutions prises entre 1969 et 1975, peuvent constituer un point de départ assez sérieux pour concevoir la solution adéquate, en tant que ces résolutions mettent en relief ce qui suit :

La nécessité de permettre au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination « *sans ingérence extérieure* », en plus de son « *droit à l'indépendance et à la souveraineté nationales* » (Résolution 3236 du 22 novembre 1974).

La nécessité de lui permettre d'exercer son droit au retour à son pays et ses biens dans la Palestine historique.

Considérer le sionisme comme l'une des formes de racisme et comme une menace pour la paix et la sécurité internationales, même si l'Assemblée Générale a annulé sa résolution dans les débuts des années quatre vingt dix du siècle dernier, après l'avènement de l'hégémonie unique des États-Unis d'Amérique ; sachant que cette annulation occasionnelle pure n'a aucun impact sur la valeur morale de cette résolution qui doit rester un guide pour tous les peuples du monde qu'elle avait sommés « de s'opposer à cette idéologie raciste et impérialiste » (la résolution 3379, adoptée par l'assemblée générale, le 10 - 11 - 1975).

Déclarer la légalité de la lutte des peuples soumis à la domination impérialiste et étrangère, - dont le peuple palestinien -, pour se libérer de cette domination « *par tous les moyens en leur pouvoir, y compris la lutte armée* » (Le point 1 de la Résolution No. 3382 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, adoptée le 10/11/1975).

Considérer les droits du peuple palestinien cités plus haut, comme des droits inaliénables, et condamner fermement les gouvernements qui refusent le droit d'autodétermination des peuples auxquels ce droit a été reconnu, en particulier, le peuple palestinien, eu égard au fait que « *le respect intégral des droits inaliénables du peuple de Palestine est un élément indispensable à l'établissement d'une paix juste et durable au Moyen Orient* » (Le point C de la Résolution 2672 adoptée par l'Assemblée Générale le 8 décembre 1970).

Bien entendu, le respect intégral des droits inaliénables du peuple palestinien et de son droit à les exercer effectivement, y compris son droit à l'autodétermination, son droit à l'indépendance et à la souveraineté nationales, le droit au retour, aussi bien pour ceux qui ont été déracinés et déplacés en 1948, que pour ceux qui ont subi le même sort au cours de la guerre de 1967 et après (voir, à ce sujet, la Résolution des Nations Unies No. 2672 du 18/12/1970, qui invite à « *prendre des mesures efficaces et immédiates pour assurer leur retour sans délai* », ce respect ne peut être garanti véritablement sans le démantèlement de l'État sioniste actuel, qui devrait être un élément fondamental de toute solution finale, juste, durable et viable ; et ce, en contradiction avec la conscience qui domine jusqu'à maintenant dans le rangs des larges masses juives, à l'intérieur d'Israël.

Ceci, tout en sachant qu'une telle perspective ne peut être réalisable sans le concours de la volonté même de ces masses et de la volonté du peuple palestinien, en particulier, dans le contexte d'un changement radical de cette conscience, de nature à libérer les travailleurs juifs, en premier lieu, et les secteurs les plus larges de la population de l'État d'Israël, de l'idéologie sioniste.

Toutefois, cette profonde transformation dans la conscience des juifs d'Israël est une affaire très complexe et exige un changement non moins profond des conditions de la lutte actuelle et de ses circonstances et, en particulier, la réunion de trois facteurs :

A. Une vision programmatique palestinienne et arabe au sujet de l'avenir de l'ensemble de la région et de la présence juive dans cette région, surtout en Palestine. Une vision qui prend en considération les intérêts de nombreuses générations parmi les juifs qui y sont nés et qui y ont grandi, qui n'appartiennent à aucune autre patrie et qui ont des aspirations légitimes à poursuivre leur vie dans ce pays en paix, loin de toute discrimination et de toute injustice ; en même temps qu'il leur est demandé de ne pas pratiquer la discrimination et l'injustice contre les autres parmi les ayant-droit sur cette même terre et cette même patrie. Ceci devrait se produire simultanément avec la confirmation du droit des juifs d'origine arabe à retourner, s'ils le désirent, dans leurs pays d'origine et à y jouir des droits de citoyenneté complets.

B. Travailler d'arrache-pied en vue de rompre l'équilibre militaire actuel qui est totalement en faveur d'Israël ; c'est une chose qui ne se limiterait à la région arabe seule, mais comprendrait d'autres pays dans cet Orient inquiet et très troublé, parmi lesquels l'Iran, en particulier, et, éventuellement, la Turquie et le Pakistan, au cas où ces deux pays connaîtraient plus tard un changement dans leurs régimes dans un sens progressiste et anti-impérialiste.

Entretemps, il faut poursuivre la lutte armée face à l'État sioniste, là où cela est possible (à Gaza, en Cisjordanie, au Sud Liban, voire au Golan au sujet duquel il faudra réunir les conditions et créer les circonstances convenables pour y lancer une résistance que le régime syrien a toujours empêchée, et qui cherche maintenant à mûrir son rattachement total à un « nouveau Camp David »).

C. Réhabiliter le programme de la Révolution Arabe qui comprend, entre autres, un effort soutenu en vue d'éliminer la partition actuelle, mais aussi l'hégémonie impérialiste sur les richesses de notre région, d'une part, et sur la volonté de ses gouvernants, d'autre part. Ceci sans oublier de faire en sorte, dans ce contexte, que le géant populaire sorte de sous le joug des divers régimes arabes, et que des efforts sérieux soient déployés pour arriver à une démocratie véritable qui permette la plus large mobilisation des masses et leur plus grande participation à la mise en application du programme précité, un programme qui intègre les tâches de libération nationale et de démocratie politique aux tâches de la démocratie sociale, et ouvre ainsi la voie à la contribution de nos peuples à la construction progressive d'un socialisme libérateur, en corrélation avec les contributions d'autres peuples, partout dans le monde, au même effort.

Camarades

Ce qui peut jouer un rôle fondamental dans un tel processus, c'est le renoncement du peuple palestinien aux illusions de l'État palestinien en Cisjordanie et à Gaza, bâti sur les accords d'Oslo, l'arrêt de toutes formes de négociations avec l'entité sioniste ; la réhabilitation de l'option de la résistance populaire sous toutes ses formes, y compris, et surtout, la résistance armée avec, simultanément la reconstruction de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) sur cette base, de façon à y intégrer, démocratiquement, et par voie d'élection, toutes les forces de la résistance et, en particulier, la remise en pratique de l'expérience des comités populaires qui étaient chargés au cours de la première Intifada d'organiser la vie quotidienne du peuple résistant.

C'est un choix qui, malgré son extrême difficulté, est probablement le seul qui promet de lancer un mouvement de solidarité populaire arabe et mondiale, énormément plus efficace, avec le peuple palestinien et sa cause, une solidarité dont les premiers signes sont apparus au cours de la dernière guerre contre Gaza. Ce mouvement pourrait être renforcé dans la mesure où le mouvement de résistance de ce peuple serait capable de se libérer de ses relations avec les divers régimes arabes, pour passer à des relations tout à fait différentes avec les larges masses qui sont les victimes de l'exploitation, de l'injustice et de l'oppression de la part de ces régimes-là.

Non moins important serait le fait que ces masses mûriraient, dans le contexte de leurs luttes contre cette réalité, l'apparition de directions capables d'organiser leur lutte et de l'orienter vers l'accomplissement simultané des tâches de libération nationale et de celles de libération sociale.

Ceci pourrait constituer avec le temps un prélude à la modification des circonstances qui ont gardé le mouvement de ces masses, au cours des dernières semaines sanglantes, dans des limites déterminées, de sorte qu'elles furent incapables de forcer les gouvernements en place à prendre des mesures et des positions qui soient au niveau de la gravité des crimes commis devant les yeux du monde entier contre la population de Gaza, assiégée, non seulement par la machine de guerre israélienne, mais aussi par l'enfer de la complicité officielle arabe.

Camarades

Il est tout à fait regrettable de voir que la radicalisation croissante, quoique lente, que connaît le mouvement des masses dans de nombreux pays arabes dont la Palestine occupée, est motivée en premier lieu par la radicalisation de mouvements politiques religieux qui supportent actuellement le plus lourd fardeau de la confrontation avec l'impérialisme américain et Israël, en l'absence très longue de forces de gauche prêtes à remplir cette tâche.

Ceci montre la nécessité absolue de voir cette gauche reprendre un rôle qu'elle a perdu, et de porter de nouveau une bannière qu'elle n'a pas pu conserver, la bannière de la libération nationale. La gauche est la seule capable, si jamais elle réussit à reconquérir sa place de direction dans ce domaine, de mener à bien cette tâche en même temps qu'elle conduirait la bataille sociale sur la base d'un programme révolutionnaire de libération nationale et sociale ; un programme qui comporterait, parmi ses tâches centrales, l'unification de la région arabe dispersée et désunie, en plus de l'engagement sérieux sur la voie de la construction socialiste.

Tel est le grand défi ! Un défi non point seulement pour les masses palestiniennes et arabes, mais aussi pour les marxistes révolutionnaires partout dans le monde, qui devraient apporter un soutien essentiel et grandissant à ces masses dans leur lutte contre Israël et l'impérialisme mondial, le même qu'ils avaient jadis apporté au peuple vietnamien, et voire beaucoup plus. Un soutien qui serait enfin, d'une très grande importance pour la croissance, possible et nécessaire, d'une gauche révolutionnaire palestinienne et arabe, apte à se substituer dans un avenir non lointain, aux forces

de résistance actuelles. C'est qu'une gauche révolutionnaire serait la seule qui pourrait poser une solution équitable pour la question palestinienne et chercher à la traduire en réalité ; une solution dont des éléments fondamentaux se résumeraient, comme il est expliqué plus haut, par le fait de permettre au peuple palestinien d'exercer son droit de retour à sa patrie et à ses biens, ainsi que celui de l'autodétermination dans toute sa patrie historique et, par conséquent, le démantèlement de l'État sioniste qui est une entité raciste, basée, comme il a été énoncé dans la résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies No. 3379, « sur une idéologie impérialiste raciste » ; et surtout encourager les juifs israéliens à s'intégrer dans un État unifié appartenant à tous ses citoyens et qui serait une partie d'une fédération arabe socialiste, quitte à leur permettre, dans toutes les parties de la Palestine où ils resteraient une majorité claire, après que les Palestiniens auraient exercé leur droit au retour et à l'autodétermination, d'exercer, eux aussi, leur propre droit à l'autodétermination, de la façon qui avait été clairement formulée dans le texte programmatique des Marxistes Révolutionnaires Arabes en 1973-1974 sous le titre, « La Révolution Arabe », stipulant ce qui suit :

« C'est dans ce contexte précis que se pose, donc, la question des habitants juifs actuels d'Israël qui se transformeraient en une minorité après la disparition de l'État sioniste. Le programme de la démocratie ouvrière envers eux, comme envers tout groupe national, est contraire à tout chauvinisme et a été jadis clairement défini par Lénine : « Non à toute hégémonie de n'importe quelle nation ou de n'importe quelle langue, non à toute persécution, à toute injustice contre une minorité nationale ». Ceci signifie garantir tous les droits civils et culturels aux habitants juifs et l'égalité totale entre juifs et arabes. De même, la démocratie ouvrière implique la reconnaissance aux travailleurs juifs de l'autogestion dans leurs régions, dans le cadre du centralisme politique et économique nécessaire qui se trouve dans l'État ouvrier. Voici le programme ouvrier pour la solution du problème israélien ».

La revendication du « *droit de la nation Israélienne à l'autodétermination* », dans les circonstances actuelles, celles de la survie de l'État sioniste, ne pourrait être autre que réactionnaire ; mais après la suppression de l'État sioniste et après la reconquête des palestiniens de leurs droits, et seulement alors, il serait possible de reconnaître à la minorité nationale juive en Palestine son droit à l'autodétermination, mais à la condition sévère que l'exercice de ce droit ne porte atteinte aux droits de n'importe quel peuple ; ceci signifie, avant tout, que l'exercice de ce droit doit être harmonieux avec le droit du peuple arabe palestinien à l'autodétermination. En outre, la révolution arabe n'admettrait point la création d'un État ayant des ambitions expansionnistes, ou d'un État armé par l'impérialisme. En tout cas, les marxistes révolutionnaires en Israël devraient éduquer le prolétariat juif de la perspective de l'État unifié qui s'accorde, lui seul, avec les vrais intérêts du prolétariat, comme c'est le devoir des révolutionnaires arabes de combattre les inclinations chauvines au sein des travailleurs arabes.

Camarades

Beaucoup croiraient qu'une telle solution serait utopique. Mais je ne suis pas le seul à considérer que la tâche des révolutionnaires est d'aider à ce que l'utopie devienne réalité.

Camille Dagher
